

# **Un Congrès combatif pour le PCF, une ambition nouvelle pour le Front de Gauche**

**Conseil National du 13 septembre 2012  
Rapport de Patrice Bessac**

Chacun, chacune a conscience que la période nécessite un grand travail collectif. Les problèmes sont nombreux, la difficulté immense et le combat, d'une grande brutalité. Ce rapport veut s'essayer à ouvrir quelques réflexions pour la préparation de notre Congrès. Ainsi, il ne reflète pas une quelconque ligne prédéterminée mais plutôt une tentative personnelle, nourrie d'échanges, de soulever quelques enjeux sans préjudice de notre débat commun. Les choses sont ainsi faites qu'exprimer sa pensée propre, ce n'est pas servir un filet d'eau tiède. Donc j'y vais.

C'est fini. C'est fini. Le cycle de la crise des mouvements critiques du capitalisme est fini. Vingt ans, trente ans de domination du capitalisme libéral, de convulsions pour le mouvement communiste et transformateur : tout cela est fini. Le fait majeur est la crise du capitalisme mondialisé, sa crise économique et, au-delà, la crise du modèle de civilisation issu de la contre-révolution libérale des années 1970. C'est fini. Il ne s'agit plus de tenir, il s'agit d'avancer, de conquérir, de s'arracher à la gangue, aux sédimentations de plus de trente années de recul pour prendre vingt ans d'avance. Il nous appartient de prendre vingt ans d'avance, d'avoir la même ambition que les économistes libéraux eurent dans les années 1970 : changer les bases culturelles, idéologiques, politiques du monde actuel. Si une longue et dure phase historique se referme, chacun mesure pour autant les dangers de la nouvelle période : les risques de nouvelles barbaries comme d'une avancée possible des forces révolutionnaires. Nous sommes à la fois devant des changements de longue portée et dans l'urgence.

Ainsi, nous vous proposons que le congrès d'Aubervilliers manifeste par un texte fondateur cette ambition. Il s'agit, au fond, de proposer une vision unificatrice de notre projet, de notre stratégie, de notre conception du Parti et de l'action politique. Ainsi, si chacun sait que le caractère historique d'un congrès ne procède pas du décret, c'est pourtant cela que nous devrions viser. Que nos décisions, que nos actes, que notre analyse, que notre travail unifient et fondent un regard complet sur les vingt ans qui sont devant nous.

Alors que notre stratégie de rassemblement, le Front de gauche, alors que notre parti, le Parti communiste français, ont enregistré au plan des résultats électoraux et de notre effectif des avancées considérables, nous pourrions nous reposer dans la molle satisfaction de nos quelques réussites. Nous vous proposons exactement le contraire. Nous vous proposons d'accélérer, de franchir des étapes, de marquer des ruptures. Nous vous proposons donc que le Congrès soit une Révolution dans l'ordre de notre pensée et de nos pratiques pour répondre à la guerre sociale que livre le capital aux peuples et qu'il réponde à une seule question : Comment être utile au peuple, à la France, à l'Europe, à l'humanité ? Ainsi, et sans préjuger de nos décisions communes, je veux évoquer devant vous quelques idées. Je le ferai, je vous l'ai dit, sans filet, en considérant qu'il vaut mieux jeter quelques idées que ne rien dire du tout.

## **D'abord dans l'ordre de la culture**

La réduction du champ de l'activité des partis à l'activité électorale telle que voulue par nos institutions est une réduction de la politique elle-même. Nos institutions, en asservissant progressivement les partis à leur service exclusif, ont agi comme des réducteurs de tête. Elles affaiblissent les fonctions culturelles, sociales, intellectuelles de la politique pour n'en garder que

l'activité de représentation dans une démocratie devenue d'opinion. Or c'est la culture, ce sont les représentations qui forment le soubassement de la conquête du pouvoir. La question de l'hégémonie culturelle est donc le point de départ nécessaire de toute réflexion.

### **Déracialiser le débat français : le choix des Lumières**

Le fait marquant et en accélération constante depuis les années 1980 est la racialisation du débat politique français. À droite, on ethnoculturalise la francité autour de la blancheur et de la chrétienté; à gauche, comme dans un miroir, on procède à la même ethnoculturalisation de la société française, cette fois en positif. Ainsi, la gauche assume des catégories telles que la diversité qui pose, circonscrit et valide de fait l'existence de groupes religieux, ethniques ou raciaux qu'il s'agit de discriminer positivement. La campagne de 2012 aura constitué une nouvelle accélération en ce sens.

L'universitaire Laurent Bouvet explique avec un grand esprit de synthèse le phénomène dans son ouvrage *Le sens du peuple*. Il montre comment l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 et l'abandon de l'ambition d'un profond changement social provoquent le passage d'une lecture de classe de la société française et des moyens de la mobilisation politique à une lecture autour d'un bloc central fortement intégré et éduqué et d'une galaxie de groupes nouveaux parmi lesquels, pêle-mêle, les femmes, les jeunes des banlieues, les gays, les immigrés... Et dans ce mouvement apparaissent sans cesse de nouveaux groupes, je pense à la création du Conseil représentatif des associations noires (le CRAN), ou encore les "beurjois", les renois, les blancs....

Ce mouvement est sans fin. Et il répond à un besoin profond du capitalisme dans la situation actuelle : reformuler le social pour le désintégrer, c'est la réplique interne du choc des civilisations. Les individus sont enfermés dans des politiques identitaires. Elles agissent de manière performative: à chaque fois que l'on crée des manières de classer les individus, ils y entrent ! Cette situation est potentiellement mortelle pour la société et pour le mouvement de transformation sociale. La déracialisation du débat politique français, la suppression des politiques identitaires, en bref le retour aux Lumières, c'est-à-dire à la seule reconnaissance des individus libres, souverains et égaux dans la République est un axe majeur de reconquête. Il faut jeter par-dessus bord et dans le même mouvement les politiques d'assimilation, d'intégration ou les politiques multiculturelles pour entrer dans un processus historique qui brisera le lien de la citoyenneté des sociétés modernes avec l'ethnomorphisme, c'est-à-dire l'association d'une couleur de peau, d'une culture ou d'une origine supposée à une citoyenneté - les grands blonds sont norvégiens, les gens typés viennent d'ailleurs, les musulmans sont des immigrés...

Notre vocation est d'établir l'égalité des citoyens de la République sans considération d'origine ou d'appartenance supposées. Ce qui caractérise les cultures, contrairement à ce que pensent les ethnobobos, ce n'est pas leur permanence, c'est leur capacité de dialogue et de transmutation. Les politiques identitaires, fussent-elles de gauche et pavées de bonnes intentions, ne sont en réalité qu'un des avatars de la période coloniale, une négation organisée de l'égalité. Il s'agit donc de défendre un universalisme abouti, qui ne se confond pas avec l'universalisme impérial qu'a développé notre pays au cours de son histoire. Un universalisme abouti, c'est-à-dire ne cédant pas à l'hypocrisie qui consiste à nier et à entretenir les inégalités de genre, d'orientation sexuelle, de discriminations fondées sur les origines supposées au nom d'une égalité fantasmée. Un universalisme de combat qui, dans un contexte de régression identitaire, affirme, développe et rend effective l'unité du genre humain. À cette conception, un contre-argument vient tout de suite: le problème reste. Le problème reste de l'exclusion visible des responsabilités militantes et publiques d'une partie de la population française. J'y reviendrai tout à l'heure s'agissant du Parti mais, au fond, la question me semble être: de quoi cette exclusion est-elle le nom ? Quelques études simples sur la composition des conseils municipaux montreraient que dans les villes de gauche ou communistes de plus de 30 000 habitants, les cadres de la fonction publique sont ultra dominants.

Et nous savons dans le même temps que c'est dans les couches populaires que les enfants ou les petits-enfants de l'immigration, en provenance d'Afrique notamment, sont les plus nombreux. Ainsi, la question de la diversité n'est-elle pas simplement le nom d'une rupture de grande ampleur avec les couches populaires ?

### **La politique de classe contre les politiques raciales**

Cette reformulation du social par la gauche puis par la droite a eu comme effet de laisser en déshérence la question sociale. Lors de sa campagne de 2007, Nicolas Sarkozy a été un ingénieur doué de la dignité des travailleurs et des travailleuses. Or, à l'issue de la période que j'ai décrite, le travail n'est plus un marqueur de gauche: c'est un marqueur de droite dans le discours politique. Je rappelle que Marine Le Pen a totalisé 29% du vote ouvrier au premier tour de l'élection présidentielle, François Hollande 27% (Lionel Jospin avait totalisé 13% en 2002) et Jean-Luc Mélenchon 11% du vote ouvrier. Et il est frappant de constater que la perte de centralité du travail dans le discours de la gauche correspond à sa propre impuissance à résoudre la question du chômage. La gauche s'est désaffiliée de sa relation aux travailleurs, a détourné son regard des questions sociales et de classe à mesure qu'elle perd l'ambition d'un réel changement économique. Les résultats électoraux de premier tour sont sans appel : la gauche est plus forte là où le peuple est le moins présent. Un certain nombre de politiques publiques ont accéléré ces phénomènes. La thématique de l'assistanat par exemple : à mesure que s'est développée la crise sociale, les politiques sociales ont développé des effets de représentation très pervers. En effet, avec les seuils d'accès à un certain nombre de prestations sociales, des fractures sont apparues dans les classes populaires. L'« assisté » –celui qui y a droit– s'opposant au travailleur –celui qui n'y a pas droit. Sur cette base, l'alliance décrite par Terra Nova entre les classes supérieures et les plus paupérisés peut fonctionner à plein sur une série de thématiques telles que le logement social ou la santé en mettant de côté les couches populaires salariées. Les services essentiels étant dès lors réservés à la fine couche de celles et ceux qui en ont le plus besoin.

J'ai tenu à commencer par les problématiques de racialisation du débat public et les divisions au sein des salariés, car ces représentations contribuent profondément aux divisions du corps social. Et en découle pour nous la nécessité de représentations alternatives qui rassemble la classe salariée. Un certain nombre de questions en découlent. La première d'entre elles est la suivante: nous le voyons, l'idéologie, les politiques de représentation, ce que j'ai appelé la culture, ont un effet puissant sur le réel et le transforment en s'appuyant sur les contradictions de notre société. Nous avons donc besoin d'un écosystème culturel qui travaille les trois grandes questions: la nation, le peuple, la démocratie. Pour le dire avec les mots d'un autre, en l'occurrence Rémi Lefebvre, il faut « *structurer des alliances autour de mots d'ordre susceptibles d'unifier des demandes sociales hétérogènes* ».

Le rapport avec le Congrès est le suivant : comment nos discours s'agissant des trois grandes sphères de la société –la sphère nationale en liaison nouvelle avec l'Europe et le monde, la sphère économique et sociale et la sphère démocratique– cessent d'agir chacun de manière autonome pour résonner en écosystème, en ensemble unificateur, en opérateur de valeurs, de lutte et d'action ? Sur ce sujet, mon hypothèse est la suivante: l'entrée dans la nouvelle période historique ne concerne pas que nous. Cela affecte l'ensemble du champ mobilisable: intellectuel, syndical, populaire. Et le problème n'est pas tant de leur faire signer des appels électoraux que de créer un espace de travail réel. Ainsi, j'ai la conviction qu'il faudrait décider de créer une coopérative de travail, qui échappe aux problèmes de pouvoir immédiat et de débat politique dans le Front de gauche. Il faut un lieu de renaissance pour la pensée révolutionnaire avec l'aide des différents organismes existants mais qui dépasse le fractionnement. D'une certaine manière, l'Appel des économistes atterrés ou l'Appel des appels participent de cette recherche. Mais un saut qualitatif doit être fait.

Comme à de grands moments de l'histoire du PCF, l'anticolonialisme, le Front populaire, la

Résistance, nous devrions prendre rendez-vous avec l'Histoire et déclencher le mouvement nécessaire de travail pour la pensée et l'action communiste et de transformation sociale.

### **À présent, quelques remarques dans l'ordre de la politique et de notre stratégie de rassemblement, le Front de gauche**

Comment être utiles au peuple et à la France, à l'Europe et à l'humanité ? Je traiterai la question de nos rapports avec la majorité gouvernementale puis de notre stratégie de rassemblement, le Front de gauche. La première question est: au nom de quoi, de qui parlons-nous ? En d'autres termes, au nom de la gauche ou d'une partie de la gauche ou au nom des intérêts de notre peuple et de notre pays ? Cette question n'est pas anodine, car il me semble que la posture politique, c'est-à-dire nos rapports avec la majorité gouvernementale, doivent passer au second plan par rapport à notre objectif premier, l'intérêt général. L'interview de François Hollande dimanche dernier marque l'atterrissage entre une tactique électorale, la fameuse guerre à la finance, et la réalité de sa stratégie économique, l'austérité et l'espérance d'un retour de la croissance en 2014. L'expression du Premier ministre appelant à un « choc de compétitivité » est de ce point de vue effrayant de clarté. Je ne reviendrai pas, cela a déjà été fait dans le rapport d'actualité politique, sur les effets d'une telle politique. Je veux juste faire la remarque suivante: la situation est dangereuse, les conséquences sociales seront dures, les conséquences politiques potentiellement dramatiques.

Ainsi, nous sommes face à nos responsabilités. Déclarons-nous l'affaire entendue et adoptons-nous la posture du combat désespéré et de l'attente d'un pouvoir futur ? Ou cherchons-nous à inverser la situation ? En 2005, si nous avions fait l'hypothèse d'un rapport de forces immuable, nous aurions bloqué les possibilités de mouvement de l'électorat socialiste vers le NON. Il faut donc considérer qu'un mouvement est possible parmi l'électorat socialiste, de gauche, populaire, parmi un certain nombre de dirigeants de la social-démocratie vers le refus de l'austérité et pour une autre politique. La Chine, les États-Unis d'Amérique, notre continent et leurs dirigeants sont tous face à ce problème: nous sommes à l'heure des grandes transformations, de la nécessité d'un basculement radical du système économique mondial et cette perspective provoque une reprise en main tout aussi radicale et autoritaire des forces du capital sur les principaux leviers de gestion de l'économie.

Alors comment être utiles ? C'est la seule question. Comment être utiles pour contribuer à l'accouchement d'une politique nouvelle ? Comment battre l'austérité comme seule réponse ? À cette aune, la question du rapport au gouvernement actuelle est seconde. Le problème n'est pas de faire arbitrer au peuple un match entre le Parti socialiste et le Front de gauche, mais de faire arbitrer deux choix politiques: l'austérité ou le développement. C'est dans ces conditions, me semble-t-il, que nous devons aborder à la fois nos rapports avec le gouvernement et l'avenir du Front de gauche.

### **L'avenir du Front de gauche: un nouveau Front populaire**

J'y viens donc. Avec le Front de gauche, la séquence politique qui vient de se clore a permis une avancée spectaculaire: le retour des forces critiques du capitalisme sur la scène politique. Nous sommes de retour, nous sommes de nouveau dans le match. Mon sentiment est que le plus difficile commence. Car il ne s'agit plus d'unir des familles, des militantes et des militants dispersés par la longue histoire. Il s'agit à présent de poursuivre un déploiement qui dépasse nos frontières actuelles, de viser une hégémonie culturelle nouvelle. Et à partir de cet instant, la vitalité de notre rapport au monde salarié, aux syndicalistes, aux intellectuels, à la création, aux citoyens sur l'ensemble du territoire se pose avec cette ambition à l'esprit. Car ce n'est plus seulement un problème d'en haut, un problème électoral, un problème d'efficacité de la parole médiatique, c'est un problème d'en bas/en haut, de développer le Front de gauche en dépassant les hiérarchies institutionnelles. C'est la question d'un Front populaire de type nouveau. Souvenons-nous les différentes étapes. Souvenons-nous que c'est l'ouverture aux élections européennes avec notre secrétaire nationale d'alors, Marie-

George Buffet, qui ouvre la voie au Front de gauche et permet l'engagement de Jean-Luc Mélenchon et de ses amis. Nous sommes à une étape similaire et différente. Similaire car nous savons que les forces disponibles pour s'opposer à l'austérité et pour une nouvelle politique sont bien plus nombreuses que l'état actuel du Front de gauche. Différente car ces forces par leur nature, intellectuelle, populaire, dans le monde syndical, ne nous rejoindront pas par un accord politique mais par une démarche de travail, d'action et de luttes. C'est la question d'un nouveau Front populaire.

J'ai évoqué dans la partie précédente l'hypothèse d'une coopérative. Cela ne résout que la partie que j'ai appelée culturelle du problème. Reste l'organisation du travail politique et l'association à un niveau local et national de ces forces disponibles. Un équilibre imparfait a été trouvé entre le rapport des forces politiques entre elles et le Conseil national de campagne durant l'élection présidentielle. Il faut une nouvelle ouverture, un nouveau mouvement, un nouvel équilibre. Sur ce sujet, nous proposons que le Comité exécutif entame une série de rencontres afin de travailler avec nos interlocuteurs dans le monde syndical, associatif, intellectuel à la résolution de ce problème. Il s'agit de trouver les voies pour réaliser l'agrégation de nouvelles forces. Nous avons construit un premier pilier, celui de l'unité politique.

Pourquoi ne pas proposer d'ajouter deux nouveaux piliers: un pilier des luttes sociales, syndicales, populaires et un pilier, avec la coopérative, de la participation des intellectuels. Et je veux ajouter s'agissant du Front de gauche que la question du rapport en tant que tel avec les autres forces politiques est posée. Sauf à considérer une fois pour toutes que nous sommes la solution et eux le problème, la question de nos rapports, en tant que Front de gauche, conflictuels ou non, avec le reste de la gauche est posée. Allons-nous ignorer qu'une partie importante des Verts et au moins un tiers des socialistes sont opposés au traité ? Le Front de gauche doit entrer en débat avec les autres forces de gauche. Dans le même temps, nous aurons à discuter de la préparation des deux prochaines échéances, d'abord municipales au printemps 2014 puis européennes en juin.

Deux échéances électorales différentes, aux enjeux différents à la fois pour le pays et pour l'avenir du Front de gauche et du Parti communiste français. Et à nouveau se posent des problèmes de conceptions. Sur les européennes par exemple, allons-nous réussir à créer avec le refus du traité un Front anti-austérité plus large que le Front de gauche actuel ? L'intervention de la direction du Parti a permis de lever certains des blocages qui existaient dans le collectif unitaire.

Pouvons-nous aller plus loin? Nous le pensons. Le Front de gauche, dans sa forme et son fonctionnement actuel, n'est pas le début et la fin de tout. Nous entendons qu'il continue d'être un mouvement qui agrège, qui rassemble les forces mobilisées contre l'austérité et pour une sortie de crise sociale et démocratique. Ainsi, il s'agira de préparer aussi les futures échéances sans esprit conservateur mais avec l'idée d'un Front de gauche en mouvement.

### **Enfin dans l'ordre de l'avenir du Parti communiste français**

Le vingtième siècle des communistes a été déterminé pour une large part par la Révolution russe de 1917 puis surtout par l'existence pendant soixante-dix ans de l'Union soviétique. Ce modèle, longtemps adulé puis apprécié avec des critiques plus ou moins prononcées, a définitivement failli à la fin des années 1980, même si les approches caricaturales les plus véhiculées d'hier et d'aujourd'hui ne doivent pas faire l'économie d'une approche distanciée de ce qu'a représenté ce système. La matrice bolchevique qui lui était liée a longtemps représenté l'idéal révolutionnaire contre un réformisme socialdémocrate, durablement concurrencé par cette expérience, notamment en Europe occidentale et particulièrement en France. Mais il a aussi engendré des interrogations douloureuses au sein du mouvement communiste lui-même mais également avec le socialisme historique. En effet, les communistes français ont connu dans ce long processus, certes des heures

de gloire, mais aussi plusieurs crises majeures qui ont entraîné des prises de distances, des ruptures violentes créant des divisions durables au sein de la galaxie qui se réclamait de l'ambition communiste, des oppositionnels divers aux courants trotskystes. De 1930 aux années 1990, ces séparations apparurent la plupart du temps comme indépassables, au point d'être restées vivaces jusqu'à une période très récente. Mais en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, les divisions et points de rupture du « court vingtième siècle » n'ont désormais plus lieu d'être: vingt ans après la disparition de l'URSS, les raisons qui ont séparé pendant des décennies ces sensibilités ont disparu; qui oserait stigmatiser aujourd'hui les « *staliniens* », « *trotskyistes* » ou autres épithètes du même type, caractérisations issues des luttes internes au Parti bolchevik des années 1920-1930 ? Des débats continuent bien évidemment de se poser (sur la démocratie, l'État, le rôle des institutions, des réformes, etc.) mais le mouvement émancipateur que représente l'idéal communiste doit être désormais capable de réunir des courants qui, ensemble, partagent ou peuvent partager les mêmes objectifs fondamentaux. Sans faire de raccourcis rapides, souvenons-nous de quelques leçons de l'histoire: dans les années 1970, les libéraux de toutes obédiences ont su taire leurs divergences passées pour préparer la contre-révolution idéologique et économique des années 1980-1990; le mouvement politique que nous souhaitons construire, la force communiste dans un front plus large, doit être à la hauteur du défi qui reste d'inverser la tendance que nous lèguent ces douloureuses années, en construisant une nouvelle hégémonie qui puisse durablement changer le rapport de forces actuel. Dans ce contexte, il ne suffit pas de dire que le Parti communiste français entend rassembler tous les communistes. Il faut le prouver et dire ce que nous entendons par là. Et en donner les signes visibles.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, je veux faire une précision par rapport à nos débats passés. Il ne s'agit pas à mon sens d'entrer en négociation politicienne avec tel ou tel groupe sur la base d'identités supposées. Il s'agit, dans l'objectif d'une culture commune, de préciser, en théorie et en pratique, les conditions par lesquelles elle se crée. De ce point de vue, je veux dire quelques mots d'une des apories de nos débats: la question de l'efficacité et de la pluralité. À la suite de la période d'ossification stalinienne, nous avons navigué entre deux eaux pour ouvrir notre débat interne: protéger la pluralité de l'expression et, dans le même temps, nous avons été confrontés au problème du respect de nos décisions majoritaires. Cette recherche s'est faite avec plus ou moins de bonheur, plus ou moins de bazar, plus ou moins de débat.

Je pense, quant à moi, que ces problèmes peuvent se résoudre simplement. Il y a deux sphères relativement autonomes dans ce débat: la sphère des plates-formes politiques (du Parti, ou du Front de gauche, ou d'autres...) et la sphère du débat d'idées.

La première obéit à la loi de la majorité et aux règles classiques des processus démocratiques. Ainsi, nous adoptons à différents moments le point d'équilibre politique pour mener les combats nécessaires. Et à ces processus s'attachent éventuellement des mesures d'ordre, de discipline électorale notamment, plus ou moins strictes selon les contextes. C'est le moment de la décision politique. Ce moment de la décision ne doit être rien d'autre qu'un moment de décision inscrit dans le temps. Le danger survient lorsque nous prétendons que la décision ponctuelle ferme le débat d'idées. Parenthèse évidente, le danger survient également lorsque nous prétendons qu'il n'est nul besoin de décider évidemment. Ainsi, la décision politique majoritaire ne peut pas, ne doit pas affecter la qualité et la liberté du débat d'idées. Agréger, coaliser un nombre supérieur de citoyens au sein de notre parti, c'est nécessairement accroître notre diversité, les savants disent entropie, philosophique, économique, politique. Et il faut l'accepter et la développer en postulant qu'en augmentant notre niveau de confrontation intellectuelle et politique, et donc d'efforts, nous forgerons une culture commune plus dense et plus efficace.

La deuxième question que je veux traiter est celle des chats et des moutons que j'ai traitée à l'université d'été. Nous étions moutons, nous sommes devenus chats... À la terrasse ensoleillée d'un

café montreuillois, mon partenaire de discussion philosophique estivale osa cette image... Nous étions moutons, nous sommes devenus chats... et qu'il est difficile de constituer un troupeau de chats! C'est une image du réel que je crois très juste. Elle résume l'un des problèmes de l'avenir. Réussir à unir une foule qui n'est plus une foule, réussir à constituer en troupeau des consciences dont la forme actuelle est constituée d'une volonté farouche de souveraineté individuelle et d'autonomie personnelle. Ainsi, ce que nous appelons transformation de la politique ou des partis, ou du Parti communiste français pour ce qui nous intéresse en premier lieu, n'est pas un chantier contingent des petites vicissitudes du présent, c'est la recherche d'une culture pratique nouvelle de l'action politique qui puisse entrer en résonance puissante avec les profondes transformations culturelles de notre civilisation qui ont félinisé notre rapport personnel au monde et à l'action collective. Pour le meilleur, comme pour le pire, c'est-à-dire de la compétition libérale sans rivage. Jusque-là, l'affaire est assez simple. Jusque-là, c'est-à-dire en mots. Cela se complique immédiatement en pratique. Car le discours d'une culture nouvelle de notre action n'est pas, malheureusement, performatif.

De grandes organisations humaines, scientifiques, économiques, artistiques affrontent les mêmes difficultés. C'est le problème de toutes les grandes révolutions: les outils de la révolution précédente restent formidablement efficaces et ceux de la suivante formidablement compliqués. Et pourtant, les exemples sont désormais légion de projets humains auxquels la forme coopérative donne une efficacité décuplée. Les troupeaux de chats ont désormais la possibilité de se former et dans le troupeau chacun conserve, développe et partage ses propres compétences, ses propres appétences, son autonomie propre. Les formes du développement de l'intelligence sont en train de changer, les processus créateurs se diffusent, se distribuent, la figure du demiurge est en train de se reconstruire pour devenir un produit collectif. Ainsi, paradoxalement, les chats sont moins chats qu'il n'y paraît et la révolution actuelle reformule et intensifie la question collective...

### **La transformation et le rayonnement du Parti**

C'est la question de la transformation du Parti qui est posée et des processus coopératifs. C'est ce que Paul Boccard appelle aussi la révolution dans le domaine anthroponomique. Je cite : « *C'est l'autre face de la révolution informationnelle pour la vie humaine, la révolution du numérique et de la télécommunication des informations, avec les ordinateurs personnels, permettant un accès de chaque individu aux informations de toutes sortes, et leur circulation dans tous les sens.* » Je cite à nouveau: « *Pour une nouvelle civilisation, une maîtrise de tous les moments de la vie par chacun, il ne suffit pas de nouveaux pouvoirs, il faut une autre culture.* »

Ce problème n'est pas simple. Et ne se résume pas au basisme du style « *vive la base* » ou « *vive les chefs* » ou « *chacun fait ce qu'il veut* ». Je ne pense pas que le passage du centralisme autocratique au féodalisme soit un progrès. Il s'agit de trouver les formes pratiques qui permettent un essor de l'implication de chacune et de chacun. Nous avons pris des décisions au dernier Congrès ; nous en avons mis en œuvre quelques-unes ; le Parti s'est transformé dans l'intervalle et dans l'action mais le saut qualitatif n'a pas été fait. Il faut donc répondre à nouveau et dans l'efficacité à cette question du comment.

Je veux conclure cette dernière partie par l'évocation d'un problème que je pense central. Les dynamiques sociales spontanées favorisent les couches sociales les plus intégrées. La dénonciation uniforme des élites a au moins ceci de bon qu'elle pointe le réel: la représentation décrochée du réel, l'éradication des couches populaires des lieux de pouvoir, la quasi disparition sur une longue période des organisations politiques dans les quartiers populaires, leur disparition des instances des partis politiques, et du nôtre, moins vite, avec moins d'ampleur, peut-être, mais du nôtre tout de même.

Vous savez, c'est le moment dans le Congrès où nous appelons le rapport de la Commission des mandats. Et à cette occasion, nous constatons la surreprésentation des fonctionnaires et des professions intermédiaires. Un débat plan-plan s'ensuit, il se conclut généralement en eau de boudin, parfois dans l'anathème, ouvriérisme, que sais-je d'autre, ou dans un discours velléitaire. Ou encore, nous décidons d'ateliers sur les quartiers populaires ou les entreprises parmi dix autres sujets. Les faits restent, têtus, et les dynamiques sociales spontanées favorisent toujours les mêmes couches sociales.

Nous avons donc un problème à traiter qui peut se résumer de manière abrupte de la manière suivante: comment sélectionnons-nous et formons-nous nos élites ? Élite, de l'ancien français *eslit*, c'est-à-dire «choisi», ancien participe passé du verbe élire. Au fond, c'est actuellement les dynamiques sociales dominantes qui choisissent celles et ceux que nous pensons choisir nous-mêmes. Et cette question est évidemment reliée à la forme de notre action politique: enfermée dans les institutions ou dans les institutions et la solidarité concrète, les luttes, la politisation et l'éducation populaire ?

## Conclusion

J'ai utilisé en début de rapport l'expression *texte fondateur*. J'ai eu tort. J'aurais dû parler d'un *texte* et d'*actes fondateurs*. La situation historique présente nous offre une occasion: nous sommes unis par rapport aux périodes passées, ce congrès peut être un congrès d'Union et le temps historique a ouvert une fenêtre nouvelle. Un des symboles des Lumières, c'est l'Encyclopédie de Diderot et d'Alembert. Un des symboles de la naissance du communisme, c'est le Manifeste. C'est-à-dire des sommes de travail qui produisent des effets culturels et politiques puissants en unifiant ce qui était là en gestation. Il faut se donner les moyens pour que Lucien Sève, pour que Paul Boccara, pour que Jean-Loup Amselle, pour que Bernard Thibault et bien d'autres, pour que nos nouveaux adhérents, pour que nos anciens adhérents, pour que de nombreux syndicalistes, pour qu'une partie de la jeunesse puisse identifier un acte de renaissance de l'ambition communiste et donc d'un processus de travail ouvert et nouveau. Nous avons besoin que le congrès d'Aubervilliers soit l'un des lieux de la renaissance de l'ambition révolutionnaire, un lieu qui installe un nouveau récit pour le Parti communiste français ancré dans l'avenir.

Faut-il tenter d'écrire un manifeste pour une civilisation humaine avec toutes celles et tous ceux qui le voudront ? Faut-il se donner l'objectif d'élire lors des prochaines élections des centaines de citoyens à l'image de la France d'aujourd'hui, en ayant comme point de repère l'union des couches dites populaires et des couches dites moyennes ? Faut-il se donner comme objectif d'être la force du travail ? Faut-il proposer la création d'un Congrès mondial pour la paix et le développement ? Faut-il publier un ouvrage collectif sur l'écologie, un deuxième sur notre conception du communisme ?

En d'autres termes, quelles sont les voies qui feront que le congrès d'Aubervilliers provoque une coagulation dans la société du travail en vue du dépassement du capitalisme ? J'y vais plus directement. Quand je vois à l'université d'été des universitaires ou des journalistes ouvrir grands les yeux et découvrir la réalité, l'ouverture, la jeunesse du Parti communiste français, j'ai des envies criminelles qui montent. Pas contre eux, contre moi, contre nous. Ce n'est pas possible de continuer à se trimballer un tas de préjugés, de vieilleries sur notre compte: il faut faire éclater notre réalité nouvelle, notre mouvement, notre puissance pacifique au service de l'intérêt général. Il faut que Pierre Laurent fasse une dizaine de grands meetings consacrés au Congrès et à la situation du pays et du monde. Il faut que chaque journaliste qui écrira sur le PCF soit confronté pendant le Congrès à 400 de nos nouveaux adhérents. Il faut reprendre le drapeau de la France, des ouvriers et dans le même temps faire un grand congrès international de liaisons avec les mouvements politiques et sociaux des différents continents. Il faut faire éclater l'existence d'une organisation politique européenne, le PGE, il faut des signes, tangibles et pas bling-bling d'une nouvelle alliance avec



quelques-uns des grands penseurs de ce pays. Il faut un grand congrès de la fierté communiste, des valeurs et un congrès de décisions qui balaie les petits calculs de petites boutiques et de petits pouvoirs pour créer une dynamique renouvelée au Front de gauche et au Parti communiste français. Il faut que la vie bruyante et généreuse se fraye un chemin.

### **Le processus formel de préparation du Congrès**

J'en viens à présent aux questions formelles. Le Comité exécutif national propose que le 36e Congrès se tienne aux Docks d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), métro Front populaire.

Par son vote, nous vous proposons que le Conseil national convoque le Congrès du 7 au 10 février 2013 avec trois points à l'ordre du jour :

- 1) La résolution politique: sortir de la crise; gagner le changement / changer la société; refonder l'ambition communiste.
- 2) Les statuts.
- 3) L'élection des directions.

Nous proposons également d'adopter l'échéancier suivant au terme des statuts :

- A partir de ce 13 septembre et jusqu'au 13 et 14 octobre: appel à contributions.
- 13-14 octobre: CN d'adoption d'une base commune et du texte de statuts.
- 17 novembre: date limite de publication des textes alternatifs à la base commune.
- Envoi des textes aux communistes.
- 5 décembre: vote des communistes pour choix de base commune.
- Conférences de section et fédérales 15 décembre et janvier 2013.

S'agissant des commissions, nous vous proposons quatre commissions présidées par :

- Texte: rapporteur Pierre Dharréville.
- Statuts: présidée par Isabelle De Almeida.
- Direction: présidée par Jacques Chabaliér.
- Transparence: présidée par Fabienne Halaoui.

En plus de ce dispositif, le Comité exécutif propose que j'assure la direction du Congrès, c'est-à-dire la coordination de l'effort interne et public à partir de la Fête de l'Humanité et jusqu'à la fin du Congrès. Pierre Laurent, notre secrétaire national, en dira quelques mots.

Voilà, chers camarades, les quelques idées que j'étais chargé de vous présenter. L'histoire nous joue des tours parfois... Il est temps de renverser les rôles et de jouer des tours à cette satanée histoire. Je vous remercie.